

La citation du mois

« La Turquie a un excellent dossier. Liée à l'UE par une union douanière, son économie est déjà largement intégrée à celle de l'Europe, avec laquelle les Turcs réalisent 50 % de leur commerce extérieur ; ils assurent remplir, en matière de régulation économique, près d'un tiers de ce qu'on appelle, en patagon eurocrate, " l'acquis communautaire " (les normes et règles de l'UE). Pour parler cru, les Turcs ont, ces dix dernières années, plus participé au développement de l'Europe que la plupart des nouveaux impétrants - et l'on ne veut aucun mal ni à l'Albanie ni à la Bosnie, encore moins à la Serbie ou à la Macédoine, nos prochains camarades dans le club européen. »

Alain Frachon -
Directeur éditorial du
quotidien *Le Monde* (17
septembre, « *La Turquie,*
élève douée pour une
future adhésion »)

A la une : « Les Turcs font cavalier seul »



Conseil de sécurité des Nations unies, 31 mai 2010 - Copyright Mfa.gov.tr

Dans un article publié le 22 septembre dans l'hebdomadaire *L'Express*, le journaliste Jean-Michel Demetz revient sur la version 2010 du baromètre réalisé par le German Marshall Fund of The United States, une fondation transatlantique. « Le sondage dévoile une nette dégradation de l'image des Etats-Unis et de l'Europe au sein de l'opinion turque », souligne-t-il. « Le taux d'approbation de la conduite des affaires internationales par Barack Obama a dégringolé de 50% à 28 % ; seuls 17 % des sondés soutiennent sa gestion des relations avec l'Iran, 24 % ses efforts de stabilisation en Afghanistan. Une majorité de Turcs (48 % contre 40 %) ne sont pas inquiets par l'hypothèse d'un Iran doté de l'arme nucléaire alors que cette perspective effraie 86 % des Américains et 79 % des Européens. »

Cette désaffection frappe aussi l'Union européenne : « L'adhésion à l'UE n'est vue comme "une bonne chose" que par 38 % des sondés (ils étaient 48 % l'an dernier, 73 % en 2004). Pour la première fois, davantage de Turcs estiment que leur pays devrait nouer une relation étroite avec les pays du Moyen-Orient plutôt qu'avec l'UE », analyse le journaliste.

Ces données expliquent autant qu'elles confortent la polarisation orientale de la diplomatie turque, « un simple rééquilibrage, à en croire Ankara, qui a multiplié les signes d'ouverture avec la Syrie, l'Irak, l'Iran », conclut *L'Express*. Ces données sont aussi « la conséquence du blocage des négociations européennes, dont Nicolas Sarkozy est aujourd'hui, sur les bords du Bosphore, le symbole ».

Actualités

« Négociations d'adhésion à l'UE : La Turquie et les Balkans Ankara s'impatiente »

Le Figaro (13 septembre) rapporte que « *le ministre turc des Affaires étrangères a profité d'un petit déjeuner avec ses homologues européens à Bruxelles (...) pour leur faire part de sa frustration sur le rythme des négociations d'adhésion de son pays à l'UE. "La Turquie n'acceptera jamais la moindre alternative au processus de négociations", a déclaré Ahmet Davutoglu* ». Le ministre a estimé qu'il était « *difficile de développer une telle vision stratégique* » de partenariat étant donné l'absence de progrès dans les négociations d'adhésion. Rappelant les obstacles à l'adhésion de la Turquie à l'Union, la journaliste Laure Marchand estime que « *le refus persistant d'Ankara d'ouvrir les ports et les aéroports turcs à Chypre fait craindre une grave crise avec Bruxelles d'ici à la fin de l'année* ».

Les chiffres du mois

« *Avec 2,4 millions de ressortissants, les Turcs représentent le plus grand groupe de population étrangère établi dans l'Union européenne (UE)* », selon Eurostat (Le Figaro, 13 septembre), suivis par 2 millions de Roumains, premier groupe de citoyens européens vivant dans un autre pays que le leur.

Au total, 31,9 millions d'étrangers ont été recensés début 2009 dans les 27 pays de l'UE, soit 6,4% de la population européenne totale. Sur ces 31,9 millions d'étrangers, 11,9 millions étaient ressortissants d'un autre Etat de l'UE, selon l'office des statistiques européen.

Les pays accueillant les plus grands contingents d'étrangers sont l'Allemagne (7,2 millions d'étrangers), suivis par l'Espagne (5,7 millions), le Royaume-Uni (4 millions), l'Italie (3,9 millions) et la France (3,7 millions).

Le Figaro (10 septembre) publie un long reportage de Renaud Girard sur la diplomatie d'Ankara qui a entrepris de réconcilier les anciennes provinces de l'Empire ottoman, la Bosnie et la Serbie.

Le 11 juillet, le Premier ministre turc Recep Erdogan a participé à la commémoration du 15^e anniversaire du massacre de Srebrenica. Il a déclaré dans une allocution fleuve : « *Nous avons vu aujourd'hui une dame bosniaque serrer la main du président de Serbie, Boris Tadic, alors qu'elle a perdu, il y a quinze ans, son mari et deux fils dans le massacre de Srebrenica. Dans les yeux de cette dame, j'ai lu de la détermination et de l'honneur, mais pas de haine. (...) Ce qu'il nous faut pour établir dans la région une paix définitive, c'est encore plus de mères comme elle.* » La réunion de leaders turcs et serbes est un événement. Il participe de la nouvelle diplomatie turque dans les Balkans.

Messe historique à la Sainte-Croix

Les autorités turques ont autorisé pour la première fois une cérémonie religieuse dans l'église de la Sainte-Croix. Arméniens d'Istanbul et de la diaspora, 2000 personnes sont revenues « *prier sur la terre de leurs ancêtres* », rapporte Laure Marchand du Figaro (20 septembre). Pour le Premier ministre turc, cette cérémonie est une « *manifestation de la tolérance turque* ». « *À Erevan et dans la diaspora, des responsables politiques ont dénoncé "un show" de la Turquie pour masquer l'échec du processus de normalisation entre les deux pays* » (Le Figaro, 20 septembre). Pour certains, « *c'est une opération de marketing destinée à redorer le blason de la Turquie envers l'Union européenne* » (La Croix, 20 septembre).

Dossier du mois : le référendum sur la réforme constitutionnelle turque

Avec 58% de suffrages positifs au référendum turc du 12 septembre, amendant la Constitution héritée du coup d'Etat militaire de 1980, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et son Parti de la justice et du développement (AKP) viennent de remporter une franche victoire. Eliminés par huit ans de pouvoir, les islamo-conservateurs sortent considérablement renforcés de cette récente épreuve des urnes.

Ces résultats sont irréfutables. Pourtant les analyses divergent profondément sur les enjeux profonds de la réforme. Avancée démocratique, s'enthousiasment certains observateurs de la presse française. Disparition de contrepoids au pouvoir politique central, ou agenda masqué des islamo-conservateurs, déplorent d'autres.

Que comprendre et qu'en conclure? Décryptage du « Oui » turc.

Un plébiscite pour l'artisan du « Oui »

Pour les médias français, la victoire du « Oui » est surtout « un plébiscite » du Premier ministre Erdogan et de sa politique (**Le Monde, 17 septembre**).

Le chef de gouvernement vient de *facto* d'empocher son sixième succès électoral d'affilée, depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002.

L'issue du scrutin représente « une victoire personnelle pour Recep Tayyip Erdogan », juge Guillaume Perrier (**Le Point, 23 septembre**). « A dix mois des prochaines élections législatives, le oui au référendum du 12 septembre est d'abord un succès pour le Premier ministre turc. Le scrutin a tourné au vote de confiance pour Erdogan, omniprésent, au pouvoir depuis 2003 et qui briguera un troisième mandat en 2011 ».

Pour François Bonnet (**Marianne, 18 septembre**), l'AKP que l'on croyait « presque moribond[e] » sort « triomphante » du référendum.

L'énigme Erdogan

Pourtant les observateurs tâtonnent. « *Le doute s'installe sur les intentions réelles du gouvernement Erdogan* », signale Catherine Chatignoux (**Les Echos, 14 septembre**). Pour certains commentateurs, Erdogan incarne une synthèse complexe, entre démocratie, islam et modernisation. « *L'opposition le soupçonne de tendances autoritaires, de vouloir présidentialiser le régime, d'entretenir un culte de la personnalité inquiétant. Elle a du mal à contester son bilan : le dossier de l'adhésion de la Turquie à l'Europe est chaque jour plus solide* », retient Alain Frachon (**Le Monde, 17 septembre**).

Dans sa chronique « Quand l'islamisme enfante la démocratie » (**Libération, 15 septembre**), Bernard Guetta observe une métamorphose de l'AKP, qui était à l'origine « *islamiste, fondamentaliste, et violemment anti-occidental* ». « *Pour accéder au pouvoir et y rester, le parti a dû se draper dans la démocratie et se revendiquer de l'Europe, commencer par feindre une transformation dont le succès même a fini par le transformer car il y a trouvé une légitimité consensuelle qui fait, aujourd'hui, sa force* », décrypte Bernard Guetta.

En choisissant de lifter la Constitution « *plutôt que d'en élaborer une nouvelle par le dialogue et engager une réelle démocratisation garantissant les droits des minorités et les libertés religieuses* », le Premier ministre turc a-t-il réellement opéré un « tournant » vers la démocratisation ?, s'interroge Marc Semo (**Libération, 14 septembre**). « Les seuls changements significatifs sont ceux permettant à l'AKP de mettre en coupe réglée la haute magistrature. D'où l'inquiétude des élites laïques face à ce pouvoir croissant des islamo-conservateurs sur les institutions, sans autre contre-pouvoir que celui d'une armée affaiblie par des affaires de complots et dont personne, y compris au CHP, ne veut plus qu'elle joue un rôle politique ».